

Question 5. Réponse D : Le concept de « lutte des classes » est développé par K. Marx.

K. Marx met en opposition deux classes sociales antagonistes : le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste. Une classe sociale se définit par sa place dans le mode de production comme propriétaire ou non des moyens de production et par sa conscience de classe, la classe pour soi. La lutte des classes suppose la conscience de classe.

Question 6. Réponse A : La DIPP correspond à la décomposition internationale des processus de production.

Il s'agit du processus de division, de décomposition des différentes étapes du processus de production d'un bien réalisées par des entreprises localisées dans différentes régions du monde. Cela donne lieu à un commerce intra-firme car le produit circule entre les différents lieux de fabrication.

Question 7. Réponse B : La « reproduction sociale » signifie l'immobilité sociale.

Reproduction sociale signifie qu'il n'a pas de mobilité sociale c'est-à-dire que la catégorie sociale du fils est identique à celle du père.

Question 8. Réponse D : Le taux de précarité en France est d'environ 12 %.

Il s'agit des contrats de travail atypiques tels les CDD (contrats à durée déterminée) ou les CTT (contrats de travail temporaire).

Question 9. Réponse A : Le principe de subsidiarité est un principe qui s'applique à l'Union européenne.

Il s'agit du principe de partage des compétences entre les niveaux européen et national. La politique monétaire en raison de la monnaie unique est de compétence européenne et la politique budgétaire en raison de son caractère politique est de compétence nationale.

Question 10. Réponse D : Pour J.Schumpeter, les innovations apparaissent en grappes.

Les innovations en se généralisant dans le système économique jouent un rôle majeur dans la croissance économique. Elles expliquent les fluctuations, les mouvements cycliques de l'économie, comme pour le cycle long Kondratiev. Le processus de destruction créatrice montre que l'essence du capitalisme est d'être en déséquilibre.

Question 11. Réponse B : Le cycle Juglar est un cycle majeur.

L'activité économique se caractérise par des fluctuations récurrentes d'expansion et de récession de durée et d'intensité variables. Le cycle Juglar est un cycle des affaires de 8-10 ans, dit majeur car il touche toute l'activité économique et aussi en raison de son impact social.

Question 12. Réponse B : Parler de croissance soutenable, c'est parler de croissance qui préserve les équilibres écologiques.

La croissance économique doit intégrer les effets à long terme qui en résulte notamment en termes de pollution, de destruction et d'épuisement des ressources naturelles. Il faut donc prendre en considération le stock de capital naturel et tenter de le préserver.

Question 13. Réponse C : Pour R. Boudon, l'inégalité des chances est due aux stratégies familiales et individuelles d'orientation.

Selon les milieux sociaux, les familles et leurs enfants n'estiment pas de la même façon les coûts et les avantages de poursuivre ou non des études. Les comportements culturels face aux attentes des orientations scolaires sont différents selon les familles et leurs origines sociales. Les milieux sociaux favorisés sont beaucoup plus enclins à favoriser les études longues et ainsi la probabilité de poursuivre des études y est plus élevée.

Question 14. Réponse D : La zone euro est l'ensemble des pays ayant adopté la monnaie unique.

La zone euro correspond à l'Union économique et monétaire (UEM) soit l'ensemble des pays membres de l'Union européenne qui ont adopté une monnaie unique et légale appelée EURO.

[2. QCM sur la maîtrise du savoir-faire quantitatif]

Question 15. Réponse C : 10 % des salariés gagnent plus de 28,30 euros brut de l'heure en 2009.

Chaque décile représente 10 % de la population salariée et 28,30 euros est le salaire brut horaire en 2009 du neuvième décile qui correspond aux 10 % des salariés les mieux payés.

Question 16. Réponse D : Les français se sont enrichis de 4764 euros entre 2010 et 2012.

Ce résultat correspond à la différence de niveau de PIB par tête entre 2010 et 2012, soit 45 468 euros moins 40 704 euros. Le PIB par tête soit le niveau de vie des français a augmenté de 4764 euros sur cette période.

Question 17. Réponse A : L'effectif des chercheurs croît davantage dans les entreprises que dans les administrations.

L'effectif des chercheurs est passé de 60 000 à 100 000 entre 1985 et 2008 dans les administrations. Dans les entreprises, sur la même période, le nombre de chercheurs est passé d'un peu plus de 100 000 à 230 000.

Question 18. Réponse B : Les coûts salariaux ont augmenté de 20 % en France entre 2000 et 2010.

Les coûts salariaux en France sont passés de l'indice 100 en 2000 à l'indice 120 en 2010 soit une hausse de 20 %.

Question 19. Réponse A : En 2010, la plus grande part de la valeur ajoutée a été distribuée par les sociétés et entreprises aux salariés.

Le tableau montre de quelle manière s'est répartie la valeur ajoutée des différentes sortes d'entreprises non financières entre ceux qui l'ont réalisée, c'est-à-dire sous formes de rémunération pour le travail des salariés, d'impôts à l'Etat et sous forme de profit pour l'entreprise. Les sociétés et entreprises ont distribué 60,6 % de leur VA aux salariés en 2010, soit la plus grande part, 4,6 % à l'Etat sous forme d'impôt sur la production et 36,8 % ont été conservés sous forme de profit.

[3. Essai sur une problématique économique à partir d'un texte]

La croissance économique correspond à la hausse du PIB, produit intérieur brut, qui correspond à l'ensemble des valeurs ajoutées réalisées par les entreprises résidentes en France. Elle est nécessaire pour avoir des ressources économiques et financières en plus grand nombre. En effet la croissance économique permet d'avoir plus de biens et de services créés, mais aussi des emplois liés à l'activité économique et des revenus versés sous forme de salaires notamment à un plus grand nombre d'agents économiques. Les recettes des entreprises et les profits réalisés génèrent des investissements et des innovations qui profitent à l'ensemble de la population qui peut ainsi améliorer son bien-être.

Mais le « gâteau » ainsi augmenté ne profitera pas de manière égale à tous car la répartition des richesses selon le marché se fait selon le principe de la contribution de chacun à sa réalisation. La contribution de chacun par son travail ou sa propriété étant inégale, cette répartition primaire des revenus est donc inégalitaire et la croissance va même induire des inégalités croissantes, comme le dit T. Picketty dans le texte, car tous les revenus n'augmentent pas au même rythme. Ainsi selon les sociétés, la volonté de modifier cette répartition afin de la corriger et de réduire les inégalités prendra la forme d'une redistribution sociale plus ou moins importante. Le consensus est donc nécessaire quant à cet objectif pour que l'action volontariste des pouvoirs publics se manifeste par une politique économique et sociale de réduction des inégalités, et en faveur des plus défavorisés. C'est ce qui explique la diversité des Etats-Providences.

Les redistributions horizontale et verticale, la fiscalité, la protection sociale et l'aide sociale, les services publics, des actions sociales pour l'éducation et la santé, sans oublier la protection des droits et des libertés... sont les conditions sociales et politiques à mettre en œuvre afin d'assurer un partage équitable des richesses créées et une amélioration du bien-être.

La croissance économique est donc nécessaire pour donner les moyens à l'Etat de mettre en œuvre une politique économique et sociale de lutte contre les inégalités mais elle ne suffit pas si la volonté politique appuyée par un consensus social ne l'y pousse pas.

Par ailleurs un pays qui laisserait les inégalités sociales se développer de manière très importante prendrait le risque de compromettre sa croissance future car un grand nombre de « laissés pour compte » ne pourraient plus y contribuer ni par leur consommation ni par leur travail ni par leur épargne, et les plus fortunés seraient à leur tour victimes du ralentissement de la productivité et de la croissance économique et des risques sociaux inhérents au développement de fortes inégalités économiques et sociales. Les conditions de vie et de bien-être collectif s'y dégraderaient aussi.

La croissance économique est donc indispensable mais n'est pas suffisante à elle seule pour réduire les inégalités.